economiesuisse

Mission économique en Chine au service du libre-échange

La mission économique du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann en Chine a été un succès. Les deux pays ont confirmé qu'ils poursuivaient les négociations sur un accord de libre-échange et que les grandes lignes de l'accord seront fixées d'ici à la fin de l'année. La Chine attend de la Suisse qu'elle fasse des concessions plus importantes dans le domaine de l'agriculture.

La semaine dernière, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann s'est rendu en Chine pour une mission économique. Il était accompagné d'une délégation économique de haut rang menée par Gerold Bührer, président d'economiesuisse. Cette mission a été un succès. Le planning prévu par les deux pays a été confirmé : les négociations sur un accord de libre-échange se poursuivent et ses grandes lignes seront arrêtées d'ici à la fin de l'année.

Le Ministère chinois de l'agriculture a indiqué clairement que l'offre de la Suisse dans le domaine agricole n'est pas acceptable. La Chine demande à la Suisse de faire preuve d'une plus grande souplesse. Il semblerait que ce soit une question de principe pour les Chinois : ils n'accepteront pas que notre pays exclue totalement l'agriculture de l'accord. Les deux parties devront s'efforcer de trouver des solutions acceptables au cours des prochains mois.

Accès à un marché important au-delà de la zone euro

La conclusion d'un accord de libre-échange avec l'empire du Milieu revêt une grande importance pour l'économie suisse. En particulier dans le contexte de la crise de l'euro et du franc fort, il apparaît nettement que la Suisse doit améliorer

son accès à des marchés extra-européens. La Chine est la deuxième économie la plus puissante du monde et la Suisse y jouit d'une bonne réputation. Un accord de libre-échange aurait l'avantage de supprimer tous les droits de douane et de simplifier les échanges, de sorte que l'économie suisse pourrait compenser une partie du moins de son désavantage de coût par rapport à la concurrence européenne. En conclusion, un accord de libre-échange renforcera la place économique suisse et contribuera à préserver des emplois hautement qualifiés.